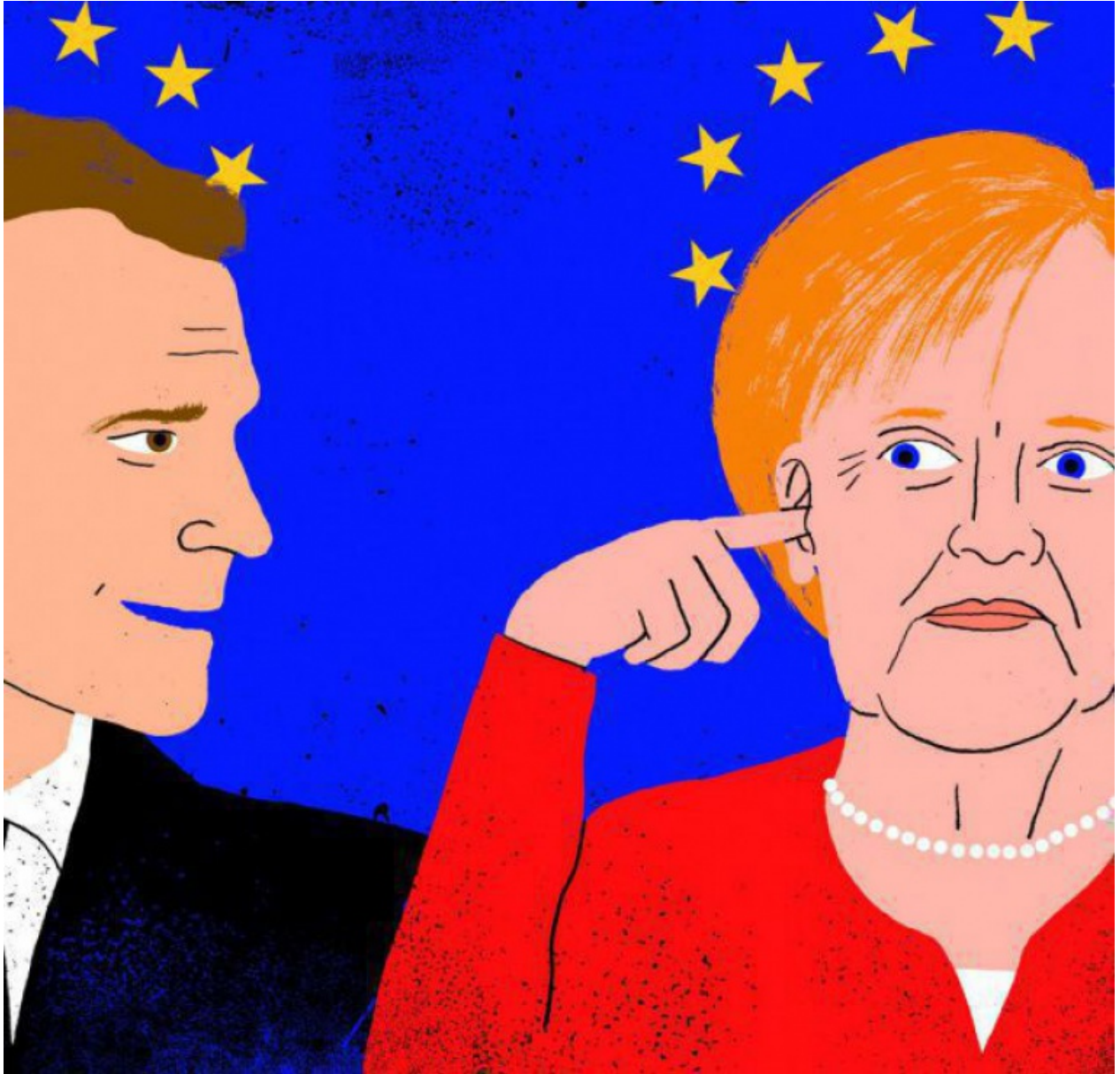


« Ce fascinant Monsieur Macron »

par Jürgen Habermas



macron merkel (Adria Fruitos)

Européen convaincu, le philosophe allemand a été séduit par le discours du président français sur l'Europe à la Sorbonne. Dans un texte publié en exclusivité par "l'Obs", il met en garde l'Allemagne d'Angela Merkel : il ne faut pas gâcher cette "chance historique unique".



Jürgen Habermas, philosophe

- **Si pour Walter Benjamin**, Paris était la capitale de l'Europe au XIXe siècle, c'est Bruxelles qui doit aujourd'hui le devenir aux yeux de l'écrivain Robert Menasse, toujours provocant et ironique. C'est un espoir fragile. Le récent lauréat du prix du Livre allemand 2017 calme les attentes élevées en racontant au «Tageszeitung» une anecdote édifiante – une soirée passée avec un correspondant de presse allemand dans un café bruxellois prisé des journalistes. Menasse eut alors l'occasion d'observer comment réagissait la rédaction francfortoise de ce correspondant à son reportage sur le vaisseau bruxellois: *«N'écris pas de façon si compliquée, écris seulement ce que ça nous coûte de nouveau, à nous, Allemands.»*

[Varoufákis : mes 162 jours au cœur de l'Europe](#)

Le médiocre intérêt montré par les politiciens, hommes d'affaires et journalistes allemands pour le façonnement d'une Europe en mesure d'agir politiquement ne pourrait être résumé de façon plus concise. Depuis des années, une presse timorée et complaisante vient au secours de la classe politique afin de ne pas trop incommoder la sphère publique avec la thématique européenne. La désresponsabilisation du public n'aurait pu être démontrée de façon plus éclatante lors de l'unique et prétendu débat télévisé ayant «opposé» Merkel à Schulz avant les législatives, tant l'éventail des sujets abordés se révéla étroit – une indigence à coup sûr méthodiquement préparée.

Les habits neufs de la chancelière Merkel

Il est vrai que la chancelière et son ministre des Finances, Wolfgang Schäuble, ont pu se présenter, tout au long de la dernière décennie – celle d'une crise financière interminable –, comme les authentiques «Européens», au mépris de toute évidence. Mais un Emmanuel Macron surgit maintenant sur scène et, s'il s'échine à instaurer une coopération prévenante avec la chancelière – mise en difficulté et soumise à de fortes pressions par son propre parti –, il pourrait aussi dévoiler cette automystification satisfaite. Les «réalistes» de la grande presse semblent craindre que l'opinion publique allemande se laisse déciller les yeux par le président français et découvre les habits neufs de la chancelière. Cette opinion publique pourrait alors réaliser que son gouvernement et son robuste nationalisme économique se retrouvent dans le plus simple appareil.

Dans le premier chapitre de «Comment l'Allemagne met en danger une amitié» (1), un ouvrage qui vient de paraître, le journaliste Georg Blume recense les désolants propos, d'une condescendance très néogermanique, tenus par des journalistes et politiciens au sujet de la France et des Français. De nombreux commentaires sur Macron ont oscillé dès le début entre indifférence, arrogance et une sorte de réflexe de défense par anticipation. Et il a fallu un gros titre du «Spiegel» pour que le discours sur l'Europe soigneusement préparé du président français trouve enfin chez nous un écho.

[Europe : l'heure est au désenchantement brutal](#)

La « coalition jamaïque » [regroupant la CDU, les libéraux du FDP et les Verts, NDLR] en cours de formation pourrait bien donner un air de tragédie à ce qui relève pour l'instant de la comédie – si, par exemple, un Christian Lindner, qui préside le parti libéral, devenait ministre des Finances et se chargeait d'exécuter le testament de Schäuble. Celui-ci a déjà conçu, dans une feuille de route officielle destinée à l'Eurogroupe – qui réunit les ministres des Finances des Etats membres –, un

programme visant à bloquer tout compromis susceptible d'être passé avec l'initiative, tournée vers l'avenir, du président français. Schäuble y prône l'instauration d'un fonds monétaire européen, l'associant à l'idée préférée des ordolibéraux, qui veulent empêcher une participation démocratique redoutée en soustrayant à la décision politique les domaines financier et économique, afin de mieux les réserver à une gestion technocratique.

C'est à peu près ainsi, à mots couverts, que j'aurais couché sur le papier un sentiment de frustration personnelle. Mais la situation est trop grave pour cela; en effet, le gouvernement allemand à venir (pour autant bien sûr qu'il le souhaite encore) devra impérativement saisir au bond la balle du président français, qui est désormais dans son camp. Une politique de la simple partie remise ou de la simple abstention suffirait déjà à gâcher une chance historique unique.

Des avancées concrètes

Rarement une ascension aussi inattendue que celle de cette personnalité fascinante, peut-être éblouissante, en tout cas exceptionnelle, aura témoigné à ce point des contingences de l'histoire. Personne n'aurait pu prévoir qu'un ministre sans parti de l'ère Hollande, ayant créé à partir de rien, en solitaire, un mouvement, parvienne à renverser un système de partis entier. L'idée qu'une personne seule, sans appareil, réussisse, dans le laps de temps d'une campagne électorale, à gagner une majorité en prônant l'approfondissement de la coopération européenne – contre un populisme de droite florissant auquel un Français sur trois a donné sa voix –, allait à l'encontre de toute sagesse sondagière. Que quelqu'un comme Macron puisse être élu président dans un pays dont la population est depuis toujours plus eurosceptique que celles du Luxembourg, de la Belgique, de l'Allemagne, de l'Italie, de l'Espagne et du Portugal, ce fait-là était parfaitement improbable.

["Il pourrait séduire une chaise" : Emmanuel Macron par Emmanuel Carrère](#)

Toutefois, il semble tout aussi improbable que le futur gouvernement allemand ait la clairvoyance de donner une réponse constructive à la proposition de Macron. Je pousserais déjà un soupir de soulagement s'il estimait à sa juste valeur la pertinence de la question posée. Il semble assez improbable qu'un gouvernement de coalition saturé de tensions internes se décide à revenir sur les deux grandes orientations imposées par Merkel aux premières heures de la crise financière: l'intergouvernementalisme, qui assure à l'Allemagne un rôle dirigeant au Conseil européen; et la politique d'austérité que l'Allemagne, grâce à ce rôle dirigeant, a pu imposer aux pays du Sud membres de l'Union, et ce, à son propre avantage écrasant.

Il semble a fortiori invraisemblable que cette chancelière ne prétexte pas de son affaiblissement sur le plan intérieur pour signifier à son charmant interlocuteur qu'elle ne peut, hélas, faire siennes ses perspectives de réforme, proposées dans les règles de l'art. D'un autre côté, cette politicienne (que je n'ai personnellement jamais rencontrée) remarquablement rusée et consciencieuse, ayant grandi dans un presbytère protestant, n'ayant connu que le succès, sans se départir d'une capacité de réflexion, a-t-elle intérêt à terminer ses seize années de règne en endossant ce rôle peu glorieux? Renoncera-t-elle après quatre autres années de laborieuse débrouille au fil desquelles son pouvoir ne cessera plus de s'effriter? Ou bien, démentant tous ceux qui, déjà, supputent sur sa fin, fera-t-elle preuve d'une véritable envergure et sautera-t-elle par-dessus son ombre?

Merkel sait que l'Union monétaire européenne, cruciale pour l'[Allemagne](#), ne peut être stabilisée sur le long terme tant que les fortes disparités de revenu national, de taux de chômage et d'endettement étatique entre les économies du nord et du sud de l'Europe, divergentes depuis des années, continueront de s'aggraver. Le mirage d'une «union par la redistribution» nous fait perdre

de vue cette dynamique destructrice. Celle-ci ne peut être stoppée qu'à la condition d'instaurer, par-delà les frontières nationales, les conditions d'une concurrence plus juste et de mener une politique contrecarrant les processus de désolidarisation à l'œuvre non seulement entre les populations nationales mais aussi à l'intérieur de chaque nation.

Le terme «chômage des jeunes» suffit à lui seul à comprendre ce dont il est ici question. Macron n'élabore pas seulement une vision: il exige que la zone euro réalise des avancées concrètes en matière d'harmonisation fiscale; que soient taxées les transactions financières; que les différents régimes socio-politiques s'approchent d'une authentique convergence; que soit créé un parquet européen chargé de faire respecter les règles du commerce international, etc.

[Il ne faut pas "conchier" l'Europe, dit Macron. Conchier?](#)

Les trois traits caractéristiques de Macron

Mais ce ne sont pas ces seules propositions qui distinguent cet homme politique, si différent par sa manière d'être et de faire, sa capacité d'initiative et son discours, de ceux auxquels nous avons été accoutumés. Macron présente trois traits caractéristiques sortant des cadres habituels: son courage à façonner une politique; sa conscience aiguë de la nécessité de transformer le projet européen, jusqu'ici porté par les seules élites, et d'en faire un projet porté par les citoyens, fondé sur une auto-législation démocratique des citoyens; et le fait qu'il croit au poids des mots – une force permettant d'articuler une réflexion – et parvient ainsi à convaincre.

Le 26 septembre, dans un discours où chaque mot était pesé, le président Macron s'est adressé à son public d'étudiants et, tout autant, à la classe politique allemande lorsqu'il a répété avec insistance que seule l'Europe, et non plus l'Etat national, est aujourd'hui à même de garantir à ses citoyens la «souveraineté». Ce n'est qu'en étant protégés par une Europe unie, en bénéficiant de sa force, que les citoyens défendront leurs intérêts communs et conserveront leurs valeurs communes dans un monde chaotique.

[Régis Debray : "Macron est américain"](#)

Macron joue la souveraineté «réelle» contre les chimères des «souverainistes» français. Il appelle par son nom le jeu indigne du personnel dirigeant qui, de retour chez lui, prend ses distances avec les lois qu'il a votées à Bruxelles; et il exige rien moins qu'une Europe en mesure d'agir politiquement, à l'intérieur comme à l'extérieur: c'est à cette auto-habilitation des citoyens européens qu'il pense lorsqu'il parle de «souveraineté». Afin d'institutionnaliser cette capacité d'action commune, il prône une coopération étroite dans la zone euro fondée sur un budget commun. La proposition, cruciale et controversée, est la suivante: «Un (tel) budget ne peut aller aussi qu'avec un pilotage politique fort par un ministre commun et un contrôle parlementaire exigeant au niveau européen. Seule la zone euro avec une monnaie forte et internationale peut offrir à l'Europe le cadre d'une puissance économique mondiale.»

Par son ambition de concevoir en termes politiques les problèmes d'une société mondiale de plus en plus interdépendante, Macron se démarque de ces bureaucrates de la politique chroniquement dépassés par les événements et y réagissant au jour le jour, avec opportunisme, incapables de proposer la moindre perspective. On se frotte les yeux: y a-t-il quelqu'un pour vouloir en finir avec le statu quo? Pour se rebeller contre cet état d'esprit fataliste d'esclaves se pliant aux impératifs systémiques prétendument contraignants d'un ordre économique incarné par des organisations internationales coupées du réel?

Contre "les passions tristes de l'Europe"

Si je le comprends bien, Macron porte une aspiration qui, jusqu'à présent, dans notre système de partis, entre le néolibéralisme ordinaire du «centre», l'anticapitalisme satisfait de lui-même des nationalistes de gauche et l'idéologie identitaire éventée des populistes de droite, n'avait pas été articulée ni représentée. Le fait qu'une politique favorable à la mondialisation, décidée à faire avancer l'Europe, sans pour autant perdre de vue les dégâts sociaux et destructions d'un capitalisme déchaîné ni renoncer, en conséquence, à la nécessaire «rerégulation transnationale» des marchés, ne soit pas parvenue à adopter forme reconnaissable – en dépit des efforts certains de Sigmar Gabriel [*chef du SPD jusqu'en mars 2017, NDLR*] – est au nombre des échecs de la social-démocratie. Les coudées franches nécessaires à une telle politique, Gabriel n'aurait pu en disposer qu'à la condition de devenir le ministre des Finances d'une grande coalition assurée de durer et décidée à collaborer avec Macron.

Le deuxième trait qui distingue Macron des autres politiciens est sa manière de rompre avec un consensus tacite. Jusqu'à présent, la classe politique considérait, sur l'air de l'évidence, qu'une Europe des citoyens était trop complexe à mettre en œuvre, et que la finalité de l'unification européenne était une affaire bien trop compliquée pour être confiée aux citoyens. Les affaires courantes de la politique bruxelloise sont réservées aux experts et, au mieux, à des lobbyistes bien informés; tandis que les chefs de gouvernement règlent entre eux les conflits les plus sérieux opposant des intérêts nationaux inconciliables – le plus souvent en ajournant ou en éludant.

[Sloterdijk : "Avec Macron, la France va pouvoir sortir de sa bouderie politique"](#)

Mais les partis politiques s'accordent surtout pour dire que les sujets européens doivent, si possible, être tus lors des élections nationales, sauf à imputer la responsabilité de problèmes spécifiquement nationaux aux bureaucrates de Bruxelles. Et c'est avec cette mauvaise foi que Macron entend en finir. Il a déjà brisé un tabou en plaçant au centre de sa campagne la réforme de l'Europe et, un an après le Brexit, il a même remporté cette offensive contre les «passions tristes de l'Europe».

L'idée selon laquelle la démocratie est l'essence du projet européen est connue, mais, exprimée par lui, elle gagne en crédibilité, en vertu même de cette qualité personnelle. Je ne saurais juger de la mise en œuvre, en France, des réformes politiques annoncées. Nous verrons s'il honore ses promesses «socio-libérales» visant à maintenir un délicat équilibre entre justice sociale et productivité économique. En homme de gauche, je ne suis pas un «macroniste», pour autant que ce terme ait un sens. Mais sa manière de parler de l'Europe fait une différence. Il s'efforce de faire comprendre l'idéal des pères fondateurs, qui avaient fondé l'[Europe](#) sans la population, parce qu'ils appartenaient à une avant-garde éclairée.

Mais lui-même, aujourd'hui, entend transformer un projet élitaire en un projet porté par les citoyens, et il exige que soient accomplies des avancées, qui s'imposent, en direction d'une auto-habilitation démocratique de ces citoyens – contre les gouvernements nationaux, qui se paralysent mutuellement au Conseil européen. Il exige ainsi, concernant les élections européennes, non seulement un suffrage universel mais aussi que des candidats soient choisis sur la base d'une liste transnationale – un bon moyen d'encourager la formation d'un système de partis européens, sans lequel le Parlement strasbourgeois ne saurait devenir un lieu où les intérêts sociaux peuvent être universalisés et mis en avant par-delà les frontières nationales.

Macron sait discourir

Si l'on veut estimer de façon juste l'importance d'[Emmanuel Macron](#), il importe de considérer un troisième aspect, une qualité personnelle: il sait discourir. Il n'est pas qu'un homme politique qui gagne attention, considération et influence grâce à ses talents rhétoriques et sa sensibilité à l'écrit. C'est aussi sa manière de peser exactement ses phrases inspirantes et d'articuler ses idées dans ses discours qui confèrent à la réflexion politique une acuité analytique, un sens de la mise en perspective, une hauteur de vue. Bien évidemment, l'exercice de la profession politique ne s'évalue pas au talent oratoire. Mais les discours peuvent transformer la perception de la politique dans la sphère publique, ils peuvent élever le niveau et élargir l'horizon du débat public. Ce faisant, ils améliorent la formation de la volonté politique et l'action politique elle-même.

Alors que la réflexion [politique](#) doit se conformer aux critères désormais imposés par des talk-shows informels, et donc renoncer à toute complexité et à tout sens de la durée, on ne peut qu'être frappé par le format des discours de Macron. Il est, semble-t-il, de plus en plus difficile de percevoir de telles qualités, et même de comprendre les considérations de temps et de lieu présidant à un discours.

[Emmanuel Macron par Marc Lambron : "Le gourou feelgood"](#)

Celui que Macron a tenu il y a peu, à l'hôtel de ville de Paris, à l'occasion du 500e anniversaire de la Réforme protestante, n'était pas seulement intéressant par sa teneur; il n'a pas seulement saisi cette occasion de jeter un regard rétrospectif sur l'histoire des guerres de Religion en France pour évoquer l'actuelle adaptation d'un laïcisme quelque peu rigide à la situation transformée d'une société pluraliste. La circonstance et la thématique de ce discours étaient dans le même temps un geste adressé à la culture imprégnée de protestantisme du pays voisin, outre-Rhin – ainsi qu'à son homologue berlinoise, une protestante.

Bien sûr, la prétention d'incarner la puissance étatique, et le style qui va avec, nous sont devenus étrangers, au plus tard depuis que le juriste Carl Schmitt, compromis avec le nazisme, se retournait avec nostalgie vers les contre-Lumières françaises du XIXe siècle. Le sens de la gravité d'une vie à l'Élysée, que Macron invoque dans l'entretien qu'il a accordé dernièrement au «Spiegel», nous importe assez peu. Mais la connaissance intime de la [philosophie](#) hégélienne de l'histoire, dont il a fait preuve dans sa réponse à une question sur Napoléon en tant que «l'esprit du monde à cheval», est en tout cas, une nouvelle fois, impressionnante.

Jürgen Habermas

Traduit de l'allemand par Frédéric Joly

(1) Non traduit : «*Der Frankreich-Blues. Wie Deutschland eine Freundschaft riskiert*», Edition Körber.

Jürgen Habermas, bio express

Né en 1929, le philosophe Jürgen Habermas a consacré sa réflexion à la démocratie moderne et à ses conditions, notamment la Constitution, avec son «patriotisme constitutionnel», et au débat public – il a théorisé «l'éthique de la discussion». Ses principaux livres sont: «Théorie de l'agir communicationnel» (1981) et «l'Espace public» (1992). Deux recueils d'articles paraissent en janvier 2018 chez Gallimard: «Parcours 1» et «Parcours 2». Il est intervenu à plusieurs reprises en faveur de la construction européenne (voir «l'Obs» du 30 juillet 2015).

Paru dans "L'OBS" du 26 octobre 2017.